

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOTRAVEST

Route de Zinswiller
67110 Oberbronn

Références : 4401/NK/AG
Code AIOT : 0006704401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juillet 2024 dans l'établissement SOTRAVEST, implanté Zone industrielle de Sandholtz lieu-dit Grossmatt 67110 Niederbronn-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTRAVEST
- Zone industrielle de Sandholtz lieu-dit Grossmatt 67110 Niederbronn-les-Bains
- Code AIOT : 0006704401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets inertes et d'amiante lié à des matériaux inertes

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.3.3	Sans objet
3	Préservation d'habitat	Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 8.2.1	Sans objet
4	Eaux résiduelles	Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.2.2	Sans objet
5	Capacité d'accueil	Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dernières mesures de poussières de 2023 montraient un léger dépassement en un point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.2.1
Thèmes : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : La surveillance de la qualité de l'air est réalisée par la mesure des retombées de poussières. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. [...] La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres de l'installation ne dépasse pas 200 mg/m ² /j. [...] Les retombées d'amiante font l'objet d'une quantification spécifique.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats du 21/07/2023 effectués sur 4 points, les valeurs sont conformes, à l'exception du point 1 dont la concentration de poussières est de 258 mg/m ² /j. L'exploitant a présenté les résultats entre 2020 et 2022, l'ensemble des valeurs est conforme. Il a expliqué que la valeur élevée du 21/07/2023 au point 1 pouvait être dû à la fauche agricole : l'inspection a observé qu'il y avait des terrains agricoles en ce point, mais il n'a pas pu être établi de corrélation. Concernant les retombées d'amiante, les analyses montrent qu'il n'y a pas de fibres d'amiante. → L'exploitant doit se mettre en conformité concernant les rejets de poussières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois

N° 2 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.3.3
Thèmes : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise l'autosurveillance des eaux souterraines. Les seuils de détection doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.
Constats : L'exploitant dispose de 4 piézomètres : PZ1 et PZ2 en amont, PZ3 et PZ4 en aval, il a présenté les résultats d'analyses de juin et de novembre 2023 concernant la conductivité : valeurs en uS/cm de juin 2023 : PZ1 1090, PZ2 pas d'eaux, PZ3 1253, PZ4 1033 valeurs en uS/cm de novembre 2023 : PZ1 1010, PZ2 pas d'eaux, PZ3 1240, PZ4 1020 L'inspection note que la valeur de conductivité est supérieure à la référence de qualité pour les paramètres chimiques et organoleptiques présents à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/01/2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique. Les explications de l'exploitant quant à ces valeurs sont : " cela pourrait s'expliquer par la nature des terrains (forte charge organique), et que ce sont des eaux d'infiltration chargées en matières en suspension " : ce point est particulièrement à suivre.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Préservation d'habitat

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 8.2.1
--

Thèmes : Risques chroniques, Habitat
Prescription contrôlée : [...] <p>Les travaux nécessaires à l'aménagement, en bordure nord-ouest du site, du fossé d'écoulement des eaux du bassin versant amont doivent être réalisés en dehors de la période de nidification des espèces protégées. L'habitat éventuellement supprimé lors de ces travaux doit être reconstitué, tant en qualité qu'en quantité.</p>
Constats : L'exploitant a déclaré que la fauche d'herbe au niveau du fossé d'écoulement des eaux du bassin, versant amont en bordure nord-ouest du site a lieu en général en août, lors des périodes de nidification, il doit s'assurer qu'en cas de suppression d'habitat celui-ci est bien reconstitué.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.2.2
Thèmes : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats du prélèvement effectué le 23/11/2023, les résultats sont conformes, il doit prévoir d'effectuer une mesure avant la fin d'année, bien qu'il y ait rarement de l'eau dans ce bassin, il convient qu'il planifie au mieux le prélèvement lors d'une période pluvieuse, afin de pouvoir effectuer une mesure.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Capacité d'accueil

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 8.1.2
Thèmes : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les quantités maximales pouvant être admises chaque année dans les installations sont limitées à 5 000 tonnes des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes.
Constats : L'exploitant a déclaré les quantités admises suivantes : - 98 tonnes acceptées en 2022 - 125 tonnes en 2023 - 37 tonnes au 30/06/2024 les volumes admis sont largement respectés, cette activité est faible
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet